



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

02/04/2026

Pas un sous pas une vie pour leur guerre

Une riposte d'ampleur pour les salaires

L'agression et la guerre déclenchée par Trump et Netanyahu au Moyen-Orient entraîne le monde vers une guerre générale en faisant de nouveau flamber les prix du pétrole et du gaz et indirectement tous les autres produits faisant payer l'addition aux travailleurs: ce n'est pas notre guerre !

Tous les partis au Parlement se rangent derrière la politique d'augmentation des budgets militaires et approuvent l'envoi du porte-avions Charles-de-Gaulle au Moyen-Orient. Tous défendent les intérêts de l'impérialisme français. Mourir à la guerre pour les intérêts de Dassault, Total, Vinci, dans le détroit d'Ormuz, au Liban, en Ukraine ou ailleurs pour nous, c'est non ! Être sacrifié pour les profits des capitalistes dans une nouvelle guerre impérialiste mondiale c'est non. Notre mot d'ordre est clair : **« pas un sous pas une vie pour leur guerre ».**

Après la journée de grève nationale des enseignants, élargir le front de la lutte

Elle a mobilisé l'éducation nationale mardi 31 mars contre les 4.000 suppressions de postes du budget Lecornu/RN/LR/PS. Selon le SNUipp-FSU, 30% des enseignants du premier degré du public en grève, le Snes-FSU annonce 25% d'enseignants grévistes dans le second degré. Des manifestations et rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes avec plusieurs milliers de manifestants. Des chiffres témoignant une colère comme nous le montrons chaque semaine dans le résumé éco-social.

Cette journée de grève constitue la première véritable journée de mobilisation nationale contre les conséquences de l'austérité et du budget 2026. Dans les cortèges, les personnels et élèves mobilisés ont fait le lien entre l'offensive austéritaire et la hausse massive du budget de l'armée. *« Moins de porte-avions, plus d'éducation ».* *« Du pognon pour l'éducation, pas pour les porte-avions ! ».* *« Du fric, du fric, pour l'éducation, pas pour les marchands de canons ».* Au-delà des revendications autour des suppressions d'heures des différents établissements, la colère pointe du doigt la préparation à la guerre menée à marche forcée par le gouvernement annonçant 8,5 milliards d'euros supplémentaires pour l'achat de munitions !

Il faut un plan de bataille sérieux exigeant des moyens massifs pour l'école publique : une baisse significative du nombre d'élèves par classe à tous les niveaux, la titularisation de tous les travailleurs de l'éducation, augmentations des salaires et leur indexation sur la hausse des prix, mais aussi se mobiliser contre le retour du service militaire, exiger l'abrogation totale du budget d'austérité et de guerre 2026 sacrifiant l'école, la santé et les services publics au profit des dépenses militaires et des cadeaux aux entreprises.

Revendiquer tout de suite l'indexation des salaires sur l'inflation

La flambée des prix du carburant, liée à la guerre impérialiste menée par les États-Unis et Israël marque le début d'un nouveau choc inflationniste. Cela va concerner l'ensemble des chaînes de production, de transport et d'approvisionnement. Gaz, électricité, produits alimentaires, biens industriels, transports : toute l'économie sera touchée par contrecoup. La Commission de la régulation de l'énergie (CRE) anticipe une hausse des factures de gaz d'environ 15 % dès mai. Le plastique est déjà touché, se répercutant sur les produits du quotidien. L'aluminium, la chimie et les engrais sont également sous tension, une crise bien plus profonde se prépare, Avant le conflit, les dépenses de consommation de biens avaient reculé de 1,4 % en février. Les travailleurs voient leur niveau de vie reculer, les groupes du CAC40 accumulent des profits records. Les mesures annoncées ne représentent qu'une enveloppe d'environ 69 à 70 millions d'euros, limitée à certains secteurs et au seul mois d'avril, et surtout financée par des annulations de crédits dans les ministères.

Augmenter les salaires, indexation des salaires sur l'inflation cela permet de défendre réellement le niveau de vie.

Organiser la lutte

Les directions syndicales restent enfermées dans le cadre fixé par le gouvernement: appels à des aides ciblées aux secteurs concernés du côté de la CFDT et Sophie Binet CGT revendique un « *blocage des prix* » aucun plan concret, pas de plan de bataille, aucun appel à la mobilisation et aucune revendication centrale sur les salaires à imposer au patronat et au gouvernement comme l'augmentation immédiate des salaires et leur indexation sur l'inflation. Obtenir quelques miettes n'est pas un objectif, il s'agit de construire un réel rapport de force à même de forcer le pouvoir à abroger son budget austéritaire et militaire. Faire reculer le gouvernement et les profiteurs de guerre demande une riposte d'ampleur des salariés on ne peut pas se contenter d'accompagner la crise.